

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

33 RUE DES VIGNOLES – 75020 PARIS – TÉL : 0143729534
MAIL : INTERNATIONAL@CNT-F.ORG – WWW.CNT-F.ORG/INTERNATIONAL



ÎLE DE LA RÉUNION - GUADELOUPE - MARTINIQUE - MAYOTTE - KANAKY - GUYANE - POLYNÉSIE

DES LUTTES ANTICOLONIALES ET ANTICAPITALISTES A L'ÉMANCIPATION SOCIALE!

Le syndicat CNT mène un combat anticapitaliste sur une base internationaliste. Aussi, si nous sommes solidaires des luttes que mènent, aux quatre coins de la planète, les peuples opprimés et les travailleurs comme en Grèce récemment, nous n'ignorons pas le rôle joué par l'État capitaliste français dans les dits « DOM-TOM » où il développe des pratiques impérialistes et de type colonialiste qui ont comme conséquence une dégradation des conditions de vie et de travail des populations locales, que cet État soit géré par des politiciens de droite ou de gauche. Mais là où il y a oppression il y a résistance.

EXPLOSIONS SOCIALES, ÉMEUTES, GRÈVES, MANIFESTATIONS : LES POPULATIONS SE SOULÈVENT

Depuis trois ans la révolte est à l'ordre du jour dans les « DOM-TOM » où les peuples poursuivent une tradition de combat face à l'État français qui, souvent, n'a pas hésité à exercer une répression sanglante pour protéger ses intérêts économiques, politiques ou stratégiques. Nous n'oublions pas les 42 morts de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe en 1967, ni le massacre de la grotte d'Ouvéa en Kanaky en 1988, ni la mort d'Eloi Machoro.

ÎLE DE LA RÉUNION, FÉVRIER 2012

Soulèvement et émeutes contre la vie chère, le chômage, le manque de logement, etc. Depuis les manifestations et émeutes de 1992 sur l'île de la Réunion la situation sociale n'a fait qu'empirer : 60 % des jeunes sont au chômage, 87 000 Réunionnais survivent avec le RSA, 45 % des plus de 65 ans n'ont comme revenu qu'un minimum vieillesse égal à 633 euros par mois, somme inférieure au Seuil de Pauvreté national qui est de 911 euros. C'est cette réalité qui conduit les Réunionnais, jeunes et moins jeunes à descendre dans la rue, à se soulever. En 20 ans tout a



empiré. Il est vrai qu'à l'époque le socialiste Michel Rocard déclarait : « Je ne suis pas le père Noël... La Réunion coûte déjà 9 milliards à la France. » Face à la répression notre solidarité se doit d'être pratique, concrète.

MAYOTTE DANS LA RUE, AUTOMNE 2011

En octobre 2011, durant plusieurs semaines, Mayotte, département français depuis mars de la même année, est le théâtre d'actions de rue, de grèves, d'affrontements, là encore pour protester contre la vie chère – le prix d'un poulet est le double par rapport au prix de Paris – et contre le chômage quand 30 % du peuple mahorais est sans travail et sans espoir d'en obtenir. La réponse de l'État français sera celle de la tradition coloniale : envoi de troupes militaires de métropole ou basées sur l'île voisine de la Réunion, avec son lot de victimes et d'arrestations.

GUADELOUPE ET MARTINIQUE : GRÈVE GÉNÉRALE 2009

Du 20 janvier au 4 mars 2009, la Guadeloupe voit déferler un mouvement social sans précédent, 44 jours de grèves, de manifestations, d'affrontements, action coordonnée pas le LKP qui est un « collectif contre l'exploitation outrancière » regroupant une cinquantaine d'organisations syndicales, culturelles, associatives, politiques. Ce mouvement présente un caractère exemplaire dans sa capacité à résister, à ne pas se laisser récupérer ni corrompre, et il a marqué profondément les esprits pour les luttes à venir.



LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

La Martinique ne sera pas en reste et le début de la même année verra se constituer « un Collectif intersyndical du 5 février » qui va gérer la grève générale sur l'Île. Fait essentiel ce mouvement ne va pas se limiter à la coordination des grèves ou l'organisation des manifestations mais, à travers la gestion de la répartition de l'alimentation, de l'essence, va poser la question des formes de distribution, de l'auto-organisation, des liens directs entre producteurs et consommateurs, des coopératives (pour mémoire, dans les années 1930, les « Indigènes de Madagascar » n'avaient pas le droit d'en créer!).

KANAKY : UN COMBAT QUOTIDIEN

Rappelons-nous la lutte de plusieurs mois à Carsud (filiale de Veolia) en 2007-2008 et la grève générale qu'elle avait occasionnée face à la répression antisyndicale féroce, notamment un procès contre 19 membres de l'USTKE dont le président du syndicat. Et en 2009 l'incarcération pendant



plusieurs mois de 6 syndicalistes de l'USTKE jugés par la justice coloniale à la suite d'un conflit avec la société Aircal... Mais au-delà de ces grèves éclatantes, ce sont des années de lutte anticoloniale, que les Kanak, le syndicat USTKE et la jeunesse notamment, n'ont de cesse de mener de front, associant luttes syndicales et combat pour l'indépendance.

ET EN AFRIQUE AUSSI...

Comment ne pas mentionner ici, de la même manière, les luttes sociales incessantes dans les « anciennes colonies » françaises en Afrique du Nord comme en Afrique subsaharienne. Que ce soit les processus révolutionnaires toujours en cours après le renversement des dictatures de Ben Ali en Tunisie ou Moubarak en Égypte, les combats des syndicats et militants au Maroc ou en Algérie, la contestation de



Wade au Sénégal ou Biya au Cameroun, les grèves et émeutes au Burkina Faso, grève générale au Tchad, etc. Autant de combats permanents des peuples de ces pays face à leurs exploités et oppresseurs directs, mais avec en trame de fond l'État et les entreprises françaises : Total, Bouygues, Bolloré, Veolia, France Télécom, EDF, Areva, etc., tous sont présents dans ces pays pour piller les richesses (pétrole et uranium par exemple...), exploiter les travailleurs à plus bas coûts, et donc soutenir les dictatures corrompues qui leur permettent de faire leurs profits, main dans la main avec l'armée française quand cela s'avère nécessaire. Sans oublier ensuite de chasser les immigrés hors de l'Europe, après avoir détruit volontairement leurs économies, leur agriculture, ou leurs services publics...

ORGANISER LA SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

La CNT entend affirmer un soutien aux luttes des peuples opprimés par l'État et les multinationales françaises, informer les travailleurs de la réalité du colonialisme français, des faits qui se dissimulent sous les discours insipides et mensongers des politiciens, des intérêts stratégiques qui légitiment cette présence coloniale aux yeux du pouvoir. Ainsi, nous entendons participer à la solidarité avec les victimes de la répression dans les « DOM-TOM » comme en Afrique et fournir des informations sur les différentes formes de la résistance au colonialisme, ceci sur le plan de l'auto-organisation, des écoles ou des choix économiques. et politiques.



**CONTRE LE COLONIALISME ET L'IMPÉRIALISME :
SOLIDARITÉ INTERNACIONALE!**

**CONTRE L'OPPRESSION ET L'EXPLOITATION :
LUTTE ANTICAPITALISTE POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE!**